



**FOURNITURE DE PRODUITS ALIMENTAIRES BIOLOGIQUES DE
4^{ème} GAMME POUR L'EPSM GEORGES DAUMEZON
MAPA/CCP/2025-35**

**Marché réservé aux structures de l'insertion par l'activité
économique (SIAE) article L 2113.13 du Code de la Commande
Publique**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC.....	3
1.1 - Autorité contractante	3
1.2 - Titulaire du marché	3
1.3 - Comptable assignataire	3
ARTICLE 2 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ	3
2.1 - Objet du marché	3
2.2 – Conditions de la consultation	3
ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	4
3.1 - Pièces constitutives du marché	4
3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion	4
3.3 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché	4
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ	5
5.1 - Contenu du prix	5
5.2 - Prix initiaux.....	5
5.3 - Révision des prix.....	5
5.4 - Clause de sauvegarde.....	6
ARTICLE 6 - EXÉCUTION DU MARCHÉ	6
6.1 – Commandes	6
6.2 - Livraison	7
6.3 – Vérifications des prestations.....	9
6.4 - Vérifications des livraisons et prestations	9
6.5 - Vérifications quantitatives.....	9
6.6 - Vérifications qualitatives	9
6.7 - Obligations du Titulaire	9
ARTICLE 7 - QUALITE ET SPECIFICATION DES PRODUITS	10
7.1 – Légumes frais 4ème gamme	10
7.2 – Fruits frais.....	11
7.3 – Maturité.....	11
7.4 – Conformité et marquage.....	11
7.5 – Type d’agriculture.....	11
7.6 – Sanitaire	12
ARTICLE 8 - PENALITES POUR MODALITES D'EXECUTION	12
8.1 - Pénalités de retard de livraison.....	12
8.2- Pénalités pour non-conformité de produit.....	12
ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHÉ.....	12

ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE	13
10.1 – Avance.....	13
10.2 - Retenue de garantie	13
10.3 - Modalités de paiement.....	13

Le présent CCP a pour objet de fixer les dispositions administratives et techniques applicables au marché et de déterminer les conditions de son exécution.

ARTICLE 1 – NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC

1.1 - Autorité contractante

Le marché est signé par le Directeur Général du **Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans** sis 14 avenue de l'hôpital CS 86709 45067 Orléans cedex 2 ou par son représentant légal.

Ci-après désigné : « **le CHU** »

Dans l'exécution du marché, il est représenté par le Directeur des Achats et de la Logistique pour le compte de :

Etablissement Public de Santé Mentale Georges DAUMEZON

1 route de Chanteau - BP 62016

45402 Fleury les Aubrais

Ci-après désigné : « **l'EPSM** »

1.2 - Titulaire du marché

Le Titulaire du marché est le fournisseur qui conclut le marché avec le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans représenté par son Directeur Général.

Ci-après désigné : « **le Titulaire** »

1.3 - Comptable assignataire

Monsieur le Comptable de la Trésorerie Hospitalière Départementale

9 avenue du Président John Kennedy

Cs 30043

45077 ORLEANS CEDEX 2

02.38.24.62.00

ARTICLE 2 - OBJET ET FORME DU MARCHE

2.1 - Objet du marché

La présente consultation a pour objet la fourniture de produits alimentaires biologiques de 4^{ème} gamme pour l'EPSM G DAUMEZON.

Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) a pour objet de fixer les dispositions applicables au marché et déterminer les conditions de son exécution.

2.2 – Conditions de la consultation

Les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services issu de l'arrêté du 30 mars 2021 s'appliquent au présent marché, sauf dispositions contraires expressément indiquées dans le présent CCP.

La procédure est organisée selon une procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et R 2123-1 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché réservé conclu en application de l'article L2113-13 du code de la commande publique

La prestation est conclue sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire conformément aux articles L 2125-1 et R 2162-1 à R 2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant minimum annuel est de 25 000 € HT soit de 100 000 € HT sur la durée totale du marché. Le montant maximum annuel est de 30 000 € HT soit 120 000 € HT.

ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

3.1 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement souscrit par le Titulaire ;
- le bordereau de prix ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'EPSM G DAUMEZON fait seul foi ;
- Le mémoire technique
- Les fiches techniques des produits
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

Les modalités propres au Titulaire qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, conditions générales de ventes entre autres et contradictoires avec les documents contractuels (CCP et CCAG/FCS) ne s'appliqueront pas au présent marché.

3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion

3.2.1 – Clause de réexamen

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié conformément aux articles L 2194-1 et R 2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Les modifications pourront porter sur les conditions de livraison des produits, les conditionnements des produits, des ajouts ou suppressions des produits.

3.2.2– Passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence

Le présent marché pourra être complété par la passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, conformément aux articles R2122-3, R2122-4 et R2122-7 du Code de commande publique.

3.3 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché

Le marché est établi en un seul original conservé par l'administration qui fait parvenir un exemplaire unique copie de l'acte d'engagement au Titulaire du marché.

Le marché n'est définitif et n'engage l'EPSM G DAUMEZON qu'à compter de la date de réception de la notification par le titulaire du marché.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa date de notification.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3 et la durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. La durée maximale du marché, périodes de reconduction incluses est de 48 mois.

En application de l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique, le Titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra prendre la décision de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec accusé de réception trois (3) mois avant chaque date anniversaire du marché. Le Titulaire ne percevra aucune indemnité.

ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ

5.1 - Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu d'exécution.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

5.2 - Prix initiaux

Les prix sont ceux figurant sur le bordereau de prix unitaire. Ils sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de dépôt de l'offre.

Les prix sont unitaires seront appliqués aux quantités réellement livrées.

Les livraisons devront être effectuées franco de port et d'emballage.

5.3 - Révision des prix

Les prix sont **fermes et non révisables** durant la première année d'exécution du marché.

Les prix sont révisables pour les éventuelles périodes de reconduction une fois par année d'exécution renouvelée selon les modalités suivantes :

- Le Titulaire du marché s'engage à faire parvenir au pouvoir adjudicateur (l'EPSM), en lettre recommandée avec accusé de réception, ses nouveaux prix avec ***un préavis de quatre (4) mois avant l'expiration de chaque période annuelle*** du marché.
- La justification de la revalorisation détaillée des prix est à la charge du Titulaire du marché.
- L'envoi se fait spontanément sans que le pouvoir adjudicateur sollicite le Titulaire.
- Les nouveaux tarifs ne seront contractuels qu'après validation écrite du pouvoir adjudicateur.
- Si la hausse des tarifs n'est pas acceptée par le pouvoir adjudicateur, celui-ci pourra invoquer la clause de sauvegarde ci-après.

Les prix sont révisables annuellement, à la date d'anniversaire de l'accord-cadre (date de notification), par référence au bordereau des prix unitaires.

Dans les 30 jours calendaires qui suivent la réception de la demande de révision, le représentant de l'EPSM informera le Titulaire de sa réponse.

Le prix révisé ne pourra entrer en vigueur qu'après acceptation par l'EPSM.

Une seule révision annuelle du BPU sera acceptée.

Le Titulaire devra joindre à sa demande de révision :
--

- Le BPU avec les prix actuels et les prix révisés et la variation en % ligne à ligne

5.4 - Clause de sauvegarde

L'administration se réserve le droit :

- soit de résilier sans indemnité le marché à la date du changement de prix lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3% par an.
- soit d'accepter l'application du nouveau barème si celui-ci est supérieur à la clause butoir.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION DU MARCHÉ

6.1 – Commandes

Le service Achat de l'EPSM est le seul donneur d'ordre en matière de commandes dans le cadre du présent accord-cadre.

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins, par émission d'un bon de commande signé par la personne habilitée à engager l'établissement ou par son représentant.

Le bon de commande précise :

- le numéro de marché,
- la référence au marché
- la désignation de la fourniture
- la quantité commandée,
- le prix d'engagement correspondant au prix du marché,
- le lieu et la date (ou délai) de livraison,
- l'adresse de facturation,

Toute fourniture livrée en dehors d'un bon de commande régulier demeure à la charge personnelle du Titulaire, sans recours possible contre l'administration qui ne répond ni de la conservation ni de la restitution de la fourniture.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, dans le respect des dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Les bons de commande sont des documents écrits, notifiés au Titulaire, qui déterminent les prestations de l'accord-cadre dont l'exécution est demandée ainsi que leurs quantités.

Aucun rythme de commande ni quantité ne peut être imposé à l'EPSM, sous réserve des montants minimum annuels fixés dans le présent accord-cadre. Le Titulaire s'engage à livrer les quantités exactes commandées.

Aucun frais supplémentaire ne peut être facturé pour des commandes jugées de faible importance par le Titulaire.

Dans ses commandes, l'EPSM n'est tenu à aucune quantité minimale.

➤ **Il n'y a pas de frais afférents à des minima de commande que ce soit en quantité ou en valeur.**

Le Titulaire accuse réception, par courriel de chacun des documents de commande. A défaut, ce document est réputé reçu dans un délai de 24 heures.

L'EPSM G DAUMEZON se réserve le droit de réajuster les quantités commandées en fonction des variations de patientèle au plus tard J-3 avant le jour de livraison prévue.

6.2 - Livraison

6.2.1 - Modalités de livraisons

Les produits objets de la consultation devront être livrés à l'adresse suivante :

Etablissement Public de Santé Mentale de l'EPSM
Bâtiment « Restauration »
1 route de Chanteau
45400 Fleury-les-Aubrais

Sauf indication contraire dans le bon de commande, la livraison hebdomadaire devra être effectuée le mardi ou jeudi de 6h30 à 11h30 à l'unité centrale de production alimentaire.

Si la livraison tombe un jour férié, le prestataire effectuera la livraison la veille de celui-ci.

La livraison doit être accompagnée d'un bon de livraison précisant le nom et adresse du prestataire, le numéro du présent marché, la date de livraison, l'identification et les quantités livrées, la catégorie de marchandise, l'origine, le poids net et les prix unitaires. Il est établi un bon de livraison distinct pour chaque bon de commande.

Aucun minimum de commande n'est imposé par livraison.

Le titulaire doit, lors de sa livraison, se conformer aux consignes en vigueur dans l'établissement /le service réceptionnaire et permettre la visite du véhicule à la livraison tant à l'entrée qu'à la sortie de l'établissement.

Un sursis de livraison peut être accordé par l'EPSM, au prestataire conformément à l'article 21.5 du CCAG FCS.

6.2.2 - Emballage

L'emballage doit être conforme aux normes définies par la réglementation nationale et communautaire.

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG FCS, les emballages seront de type perdu et devront être de qualité appropriée aux conditions et aux modalités de transport. Les emballages sont de la responsabilité du prestataire et devront être totalement recyclable, de préférence.

6.2.3 - Transport

En application de l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire.

Les denrées seront transportées dans des véhicules propres de manière à éviter toute souillure. Le personnel de livraison devra porter une tenue propre et adaptée à la manipulation des denrées et respecter les règles d'hygiène en vigueur.

6.2.4 - Les ruptures d'approvisionnement

En cas de ruptures d'approvisionnement le titulaire s'engage à informer sans délai l'EPSM G DAUMEZON et devra proposer un produit de substitution pour pallier la rupture, de qualité au moins équivalente à celle du produit indisponible retenu en marché et à un prix inférieur ou équivalent à celui du produit substitué.

L'EPSM G DAUMEZON se réserve le droit de refuser cette substitution. En aucun cas le silence de l'acheteur ne vaut admission tacite de ce dernier.

Si le titulaire ne peut pallier cette rupture et que le délai de livraison dépasse 7 jours calendaires, l'acheteur pourra s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, dans ce cas il pourra appliquer les stipulations relatives à l'exécution aux frais et risques du titulaire.

6.2.5 - Arrêt de commercialisation d'un produit

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le titulaire propose au pouvoir adjudicateur un produit de remplacement sans modification de prix ou à un prix inférieur au prix initial dans un délai de 2 semaines.

En cas d'accord, l'EPSM G DAUMEZON rédigera un certificat administratif.

Si aucun produit n'est proposé ou si le produit proposé ne correspond pas aux attentes de l'EPSM G DAUMEZON, ce dernier pourra s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, la différence entre le prix du marché et le prix facturé par ce fournisseur étant aux frais du titulaire du marché.

6.2.6 Produits hors calibrage

Dans une démarche éco responsable, l'EPSM se réserve la possibilité d'accepter des produits hors calibrage à un prix préférentiel.

Le titulaire devra faire parvenir un devis pour acceptation préalable à l'EPSM.

Le devis et facture devront indiquer clairement qu'il s'agit de produits hors calibrage.

Les dépenses afférentes seront imputées sur le présent marché.

Sans accord préalable de l'EPSM aucune substitution ne saurait avoir lieu.

6.2.7 - Prolongation des délais de livraison

En cas de circonstances exceptionnelles, et en application de l'article 13.3 du CCAG/FCS, le titulaire peut demander une prolongation du délai de livraison.

Cette demande sera adressée par écrit à l'EPSM G DAUMEZON avant l'expiration du délai d'exécution.

Le titulaire précisera la durée du retard lorsque celle-ci sera déterminée avec précision, ainsi que les causes de force majeure qui empêchent l'exécution de la prestation.

L'EPSM G DAUMEZON notifie au titulaire sa décision par écrit.

6.2.8 - Sursis de livraison

Un sursis de livraison peut être accordé, par le pouvoir adjudicateur, au Titulaire du marché conformément à l'article 21.5 du CCAG/FCS.

6.3 – Vérifications des prestations

Les fournitures et prestations seront réceptionnées, reconnues, vérifiées à la livraison, par le responsable de la restauration de l'EPSM ou son représentant. Le prestataire est tenu d'être présent au moment de la livraison ou de se faire représenter. L'absence du fournisseur ou de son représentant ne pourra retarder l'emploi des fournitures. Dans ce cas, les quantités et qualités constatées par le responsable de l'unité centrale de production alimentaire ou son représentant feront foi en toutes circonstances.

Il est délivré au prestataire, s'il en fait la demande au moment de la réception, un récépissé provisoire, signé au directeur de l'établissement ou de son représentant, ce récépissé ne préjugant pas de l'acceptation définitive de la fourniture livrée.

La signature de l'agent réceptionnaire ou l'établissement d'un récépissé atteste exclusivement de la livraison des fournitures à l'EPSM. Seuls les services de contrôle de l'EPSM sont habilités à décider de l'acceptation qualitative et quantitative des fournitures.

6.4 - Vérifications des livraisons et prestations

En application de l'article 27 et 28.1 du CCAG-FCS les prestations faisant l'objet du contrat seront soumises à des vérifications qualitatives et quantitatives destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat.

6.5 - Vérifications quantitatives

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues aux articles 29 et suivants du CCAG/FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'EPSM peut mettre le prestataire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

En cas de non- conformité entre la quantité livrée, ledit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

6.6 - Vérifications qualitatives

Ces vérifications ont pour but de vérifier les emballages, étiquetage, intégrité ainsi que la conformité aux conditions fixées dans le présent contrat et au bon de commande émis.

Elles sont effectuées dans les locaux de l'EPSM par les agents désignés à cet effet.

L'EPSM s'assure de tels vérifications, essais, contrôle analyses, expertises qu'il juge nécessaires afin de s'assurer que les fournitures remplissent les conditions du contrat et notamment qu'elles sont conformes aux normes obligatoires.

Le prestataire peut être convoqué à ces vérifications et s'y faire entendre. La réception n'est définitive qu'après achèvement complet des vérifications en quantité et qualité lorsqu'elles sont concluantes.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles seront refusées et devront être remplacées immédiatement par le prestataire, sur demande du responsable de restauration de l'EPSM ou son représentant transmise par tout moyen permettant d'en constater la validité. Les frais de retour seront à la charge du prestataire.

6.7 - Obligations du Titulaire

6.7.1 - Clause de confidentialité

Dans le cadre du présent contrat, toute personne intervenant sur le site de l'EPSM Georges DAUMEZON est soumise au secret, conformément aux dispositions de l'article L1110-4 alinéa 2 du Code de la Santé Publique. Ce secret couvre toutes

les informations confidentielles ou non, confiées ou constatées, se rapportant au patient lui-même ou à des tiers (famille, proches du malade...) que leur révélation soit potentiellement nuisible ou pas.

6.7.2 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

6.7.3 - Vérification de la situation du Titulaire au regard de ses obligations sociales et fiscales

L'ensemble des pièces mentionnées aux articles D8222-5, D8222-7 et D8222-8 du code du travail, ainsi que celle définie par l'article D8254-2 ou D8254-5 du même code sont à produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat. Pour les contrats d'une valeur égale ou supérieure à 5000€, le titulaire doit aussi respecter les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de vigilance.

Les mêmes obligations s'imposent aux contrats de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, c'est à dire que le titulaire d'un contrat public doit fournir les pièces prouvant que son sous-traitant respecte lui aussi ses obligations.

ARTICLE 7 - QUALITE ET SPECIFICATION DES PRODUITS

Les produits livrés devront obligatoirement être de qualité saine, loyale et marchande.

Les produits devront, à la date de leur livraison, être conformes aux normes et à la législation en vigueur, notamment celles liées aux produits issus de l'Agriculture Biologique, ou équivalent.

L'ESPM G DAUMEZON devra pouvoir bénéficier d'au moins 4 jours d'utilisation de produit.

7.1 – Légumes frais 4ème gamme

La présence d'allergène, au titre de la réglementation dite INCO, sera indiquée par le fournisseur.

Le titulaire proposera 4 types de mélanges de légumes à potage. Chaque proposition mettra en avant un légume principal dont la proportion quantitative sera de 35 à 40 %.

Un mélange, dit de base, sera également proposé avec une composition quantitative homogène.

Epluchage, taillage, découpe :

	Taillage (aliments préalablement épluchés et désinfectés)
Carottes bio râpées	Section de 1 à 1.5 mm sur 60mm de longueur - Coupe Fine (julienne)
Céleri boule bio râpé	Section de 1 à 1.5 mm sur 60mm de longueur - Coupe Fine (julienne)
Chou blanc bio émincé	Emincé sur 1 à 1,5 mm environ sans trognon
Chou rouge bio émincé	Emincé sur 1 à 1,5 mm environ sans trognon
Légumes potage bio coupés	Cubes de 1 à 2 cm de côté, épluché et sans tronc, trognon et partie peu noble

Poireaux tronçon BIO ou entier nettoyé	Tronçon de 3 à 6 cm sans tronc, trognon et partie peu noble
--	---

Pommes de Terre tronçon Bio	Tronçon de 3 à 6 cm sans tronc, épluché, trognon et partie peu noble
Carottes tronçon Bio	Tronçon de 3 à 6 cm sans tronc, épluché, trognon et partie peu noble
Potiron cube Bio	Cubes de 3 à 6 cm de côté, épluché et sans tronc, trognon et partie peu noble
Courgettes tronçon bio	Tronçon de 3 à 6 cm sans tronc, trognon et partie peu noble

Conditionnement, DLC/Durée de vie du produit pour utilisateur :

	Conditionnement	Nb jours d'utilisation minimum à l'EPSM
Carottes bio râpées	1 kg	4 jours minimum
Céleri boule bio râpé	1 kg	4 jours minimum
Chou blanc bio émincé	1 kg	4 jours minimum
Chou rouge bio émincé	1 kg	4 jours minimum
Poireaux tronçon bio ou entier nettoyé	1 kg	4 jours minimum
Pomme de Terre tronçon Bio	1 kg	4 jours minimum
Carottes tronçon Bio	1 kg	4 jours minimum
Potiron cubes bio	1 kg	4 jours minimum
Courgettes tronçon bio	1 kg	4 jours minimum
Légumes potage bio coupés	5 kg	4 jours minimum

7.2 – Fruits frais

Des fruits frais issus de l'Agriculture Biologique pourront également être sollicités en fonction de l'évolution de la gamme du titulaire.

L'acheteur se réserve le droit de demander un échantillon du produit en quantité suffisante pour pouvoir effectuer des tests (gustatifs ou sanitaires).

Les commandes pourront être effectuées dans le cadre du présent marché après conclusion d'un avenant.

7.3 – Maturité

Les produits devront être à maturité idéale de consommation le jour de leur livraison, sauf si la commande modifie cette précision.

7.4 – Conformité et marquage

De même, il devra tout au long de l'exécution du marché, effectuer des livraisons conformes au code des usages, aux normes en vigueur et doivent être d'une qualité organoleptique identique à celle retenue lors de l'attribution de l'offre.

Le marquage doit satisfaire aux dispositions prévues par la réglementation.

Notamment, l'indication de l'origine, s'il s'agit de produits issus de l'Agriculture Biologique importés en remplacement exceptionnel du réseau habituel d'approvisionnement.

7.5 – Type d'agriculture

Le titulaire doit dans son mémoire technique avoir justifié du caractère Agriculture Biologique de ses produits et de son processus ou équivalent du produit.

Les produits issus de l'Agriculture Biologique doivent être conformes aux différentes dispositions du règlement 2092/91/CEE modifié concernant le mode de production biologique de produits agricoles et de transformation des

denrées alimentaires et de toutes autres dispositions en vigueur sur le territoire national.

7.6 – Sanitaire

Le candidat devra entre autres être capable sur demande, de fournir les preuves et éléments de ses contrôles bactériologiques et physicochimiques et être en mesure de remettre en moins de 24 heures les résultats du laboratoire, les différents documents d'enregistrements relatifs aux contrôles des produits et process dans son ou ses ateliers.

Des dispositions de maîtrise des températures de livraison doivent pouvoir être démontrées sur simple demande de l'acheteur de la marchandise.

Par ailleurs, il est demandé au fournisseur de mener une veille sur les alertes alimentaires et de prendre l'initiative d'un plan de rappel au cas où les produits concernés auraient transité par son entrepôt.

Des analyses bactériologiques et physicochimiques peuvent être sollicitées par l'EPSM G DAUMEZON sur l'ensemble des produits achetés. Ces analyses seront effectuées par un laboratoire agréé et concernent le dénombrement des germes les plus courants et, à la demande de l'établissement, peuvent porter sur des germes spécifiques (listéria, flore lactique, etc.).

ARTICLE 8 - PENALITES POUR MODALITES D'EXECUTION

Par dérogation aux articles 14 et 16.2.3 du CCAG FCS, les pénalités sont décrites comme suit :

- Les pénalités s'appliquent dès le premier euro ;
- Les pénalités sont appliquées sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable ;
- Les pénalités sont établies hors taxes ;
- Les pénalités sont cumulables entre elles ;
- Le montant total des pénalités peut être supérieur à 10% du montant total HT du bon de commande et du contrat.

8.1 - Pénalités de retard de livraison

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le prestataire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 15 € par heure de retard, en cas de non-respect de la date et horaires de livraison dont les modalités sont fixées au présent marché

Ces pénalités concernent les seules prestations exécutées. Elles seront appliquées d'office sur la facture litigieuse correspondante.

8.2- Pénalités pour non-conformité de produit

Le prestataire du contrat encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 200 € par catégorie de produit non conforme aux exigences définies dans le présent marché.

ARTICLE 9 - RESILIATION DU MARCHE

Les conditions de résiliation du contrat sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du contrat pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le Titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du Code de commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou

D8254-2 à D8254-5 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

10.1 – Avance

Sans objet.

10.2 - Retenue de garantie

Sans objet.

10.3 - Modalités de paiement

10.3.1 - Etablissement des factures

Conformément à la réglementation, le prestataire fait parvenir les factures par voie électronique selon les modalités décrites ci-dessous :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Pour ce faire, les demandes de paiement dématérialisées devront comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26450004200017
- Code service : ECO_ALIMENTATION
- Numéro d'engagement juridique : numéro du bon de commande qui sera adressé au titulaire

10.3.2 - Délai de paiement

Le paiement est effectué par mandat administratif suivi d'un virement, après service fait, sur présentation de la facture dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de celle-ci.

Afin d'éviter des retards de mandatement, le titulaire du contrat s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur tout changement survenant au cours de l'exécution du contrat affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- son adresse postale ou celle de son siège social,
- la cession d'une ou de déférentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité,
- son adresse bancaire...

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'EPSM ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'une modification du contrat.

10.3.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement par l'EPSM dans le délai précité donne droit au versement d'intérêts moratoires. Conformément à l'article R2192-31 du Code de commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 11 - DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de différends entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du contrat, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Si aucune solution n'est trouvée et entérinée par un accord écrit et signé par les représentants des deux parties ou si une réunion de discussion n'a pu être organisée, la procédure amiable sera considérée comme terminée et le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans

ARTICLE 12 – DEROGATION AU CCAG/FCS

Il est dérogé au CCAG/FCS pour les articles suivants :

Articles du présent contrat	Articles du CCAG FCS auxquels il est fait dérogation
Article 3.1	Article 4.1
Article 6.2.2	Article 20.2
Article 8 et alinéas	Article 14 et 16.2.3